



FRANCE

Pour les provisseurs, le bac « ne sert à rien »

ÉDUCATION

Le principal syndicat des chefs d'établissement réclame à sa place deux évaluations, dont un examen d'entrée dans le supérieur.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. La concertation sur la réforme du bac ne démarrera officiellement qu'en 2018, mais le principal syndicat des chefs d'établissement a profité du dernier jour des épreuves de terminales, jeudi, pour critiquer vivement l'examen actuel. « *Le bac actuel ne sert à rien* », clame le SNPDEN. Le syndicat énonce une série d'arguments pour conclure à son « *absurdité* ».

Pour Philippe Tournier, son secrétaire général, il y a d'abord un problème de qualité des sujets. Certains sont « *extrêmement pointus* », comme celui d'histoire intitulé « *socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne des lendemains de la Seconde Guerre mondiale à nos jours* », proposé aux terminales L et ES, vendredi 16 juin. « *Il y a des gens qui se font plaisir, le bac ne doit pas être le concours Lépine du sujet le plus hors sol et*

le plus inventif, tacle-t-il. Ce n'est pas le grand oral de l'ENA, mais la certification de masse d'une génération. » Le SNPDEN pointe « *des erreurs inadmissibles* » qui auraient pu être évitées « *par une simple relecture* ».

Au principal syndicat d'enseignants du second degré, le SNES-FSU, défend « *un diplôme de même valeur sur tout le territoire* », qui « *doit ouvrir aux mêmes droits* ». Le SNPDEN rétorque : « *Personne ne regarde les résultats du bac, aucune formation sélective ne les prend en compte. A chaque fois qu'on ouvre le dossier d'un élève, c'est pour voir des bulletins d'établissements et de professeurs* » qui n'ont donc rien de « *national* ».

Le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, a promis un « *bac musclé* », limité à quatre épreuves et avec plus de contrôle continu. Mais il avance à pas de loup sur ce sujet sensible. « *Ce n'est plus le débat*, affirme Philippe Tournier. *Si on veut que le bac serve à quelque chose, il faut réviser sa place dans l'enseignement supérieur et pour cela, il faut des épreuves qui vérifient les prérequis. Car 85 % des élèves vont avoir le bac, mais 60 % d'entre eux vont échouer dans l'enseignement supérieur. Le bac ne joue pas son rôle d'examen à l'entrée de l'université.* »

Le SNPDEN préconise une

évaluation pour valider la fin des études secondaires, et une autre pour vérifier les prérequis à l'entrée à l'université. Une manière d'« *améliorer* » le lien entre enseignements secondaire et supérieur. Sur ce point, le syndicat ne digère pas « *le psychodrame des pastilles vertes* » : des lycéens « *en attente* » de réponse pour leur entrée dans une licence pourtant « *pastillée* » en vert, c'est-à-dire censée garantir à coup sûr une place à l'université, contrairement aux filières dites en tension. Au total, 169 licences étaient concernées, sans que les chefs d'établissement en aient été informés.

La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, s'est engagée à ce qu'il n'y ait plus de tirage au sort en 2018. Reste à savoir comment le gouvernement va s'y prendre, alors que 40.000 étudiants supplémentaires sont à nouveau attendus.

2

MILLIARDS

C'est, selon le SNPDEN, le coût du bac si l'on mesure les cours « *volés* » aux élèves entre mars et juin pour cause d'organisation des examens.